



## **Association de propriétaires privés, agricoles (acéricoles) et forestiers**

### **Mission de l'apPAF :**

#### **Reconnaissance des biens, respect des droits et protection de l'environnement.**

Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois  
1150, Grande Allée Ouest, 1<sup>er</sup> étage  
Québec (Québec)  
G1S 1E5

Je tiens tout d'abord à vous remercier de nous donner la chance de venir nous exprimer et de dire ce que les agriculteurs en général pensent de l'agriculture d'aujourd'hui.

Plusieurs points d'interrogations sont soulevés par nos membres, en voici quelques-uns, entre autres :

- Mondialisation
- Coût relié à l'exploitation
- L'insatisfaction en général
- La relève
- Conciliation travail-famille
- Pression sociale
- Moratoire

La mondialisation crée plusieurs incertitudes telles que, le juste prix, les normes environnementales, les subventions déguisées et la compétition illégale. Cette difficulté se retrouve dans toutes les sphères de production. Plusieurs producteurs ont vendu leurs quotas et ont mis fin à leur production. Au rythme où vont les choses nous n'aurons plus de producteurs dans notre belle province et nous nous retrouverons à être dans l'obligation de faire venir les produits de l'extérieur et d'être dépendants de d'autres sociétés. Nous pensons que nous sommes déjà dans cette situation, car nous importons déjà des denrées que nous sommes capables de produire. Nous croyons que le gouvernement devrait mettre en place des mesures visant à limiter au maximum les importations et de développer le marché en innovant et en devenant plus créatif. Que ce soit au niveau des performances de la machinerie ou de la rentabilité qui ferait en sorte de diminuer le coût de production. Mais plutôt qu'il faudrait miser sur la mise en marché de produits spécifiques au Québec. Afin d'absorber les frais d'endettement, l'entreprise doit soit augmenter son volume de production et/ou exécuter des travaux à forfait ce qui augmente encore la charge de travail.

L'agriculture a changé considérablement depuis quelques années. Il y a de moins en moins de producteurs et ce, dans toutes les sphères d'exploitation. Qu'ils soient dans le domaine laitier, céréalier ou encore dans le monde porcin. Tous ces domaines subissent des hausses constantes de leurs frais. Les profits diminuent de jour en jour et les journées de travail s'allongent, et afin de pouvoir joindre les deux bouts les producteurs se doivent de faire des efforts considérables. Nous ne croyons pas qu'il y ait un citoyen qui accepterait de faire les heures que ces derniers font durant toute l'année. La machinerie (pour ne citer que celle-là) nécessaire pour leur exploitation ne cesse de grossir et est de plus en plus dispendieuse, ce qui ne fait qu'accroître leur situation déjà délicate. La main d'œuvre peu encline à aller travailler en milieu rural crée un manque évident d'aide à l'agriculture. Le gouvernement devrait aider par de l'argent neuf et créer des programmes d'incitation à travailler sur les terres agricoles.

L'insatisfaction générale des gens se lie sur leur visage qui est marqué par les nombreuses heures consacrées à leur entreprise. L'inefficacité du gouvernement à mettre en place des mesures de restrictions de produits étrangers nuit considérablement à l'agriculture en général. La relève est difficile. Le financement nécessaire pour l'acquisition d'une propriété agricole n'est pas accessible. La majorité souhaiterait être en mesure de pouvoir transférer leur entreprise à leurs enfants. Mais pour pouvoir le faire ils doivent souvent sacrifier plusieurs milliers de dollars, argent dont ils auraient bénéficié s'ils avaient vendu la ferme à un tiers. Pour conserver le patrimoine familial, les agriculteurs doivent sacrifier plusieurs années de labeur pour pouvoir transférer leur héritage. De plus les membres de l'UPA sont déçus de la façon dont cette dernière traite les résolutions adoptées à la base. L'UPA ne devrait pas se donner le droit de changer les résolutions votées à la base et en changer le contenu à chaque paliers de « direction ». Comment peuvent-ils vraiment savoir ce que veulent les agriculteurs s'ils changent constamment les récriminations de ceux-ci à leur profit. Ce n'est pas ça, **la démocratie.**

La conciliation travail-famille est devenue très difficile à intégrer, car dans ce milieu aujourd'hui, l'homme et la femme doivent y consacrer tout le temps qu'ils possèdent pour faire fonctionner leur entreprise. De cinq heures le matin à neuf heures du soir ils sont au travail. Dans plusieurs cas ils ne voient leurs enfants que quelques minutes par jour. Les activités familiales sont plutôt rares, contrairement aux citadins, qui après leurs quarantaines d'heures de travail peuvent profiter de quelques jours de congé et vivre pleinement avec leurs enfants des activités favorisant le rapprochement. Les semaines de vacances dans le domaine agricole, il n'y en a pas ou très peu.

La pression sociale exercée par l'urbanisation crée aussi un autre problème. Les gens veulent s'éloigner des grandes villes et veulent s'intégrer dans le milieu agricole. C'est alors que les normes environnementales entrent en fonction. Toujours de plus en plus sévères les producteurs doivent alors, en plus de gérer leur ferme, gérer toute la paperasserie que nécessite ces normes.

La loi 229 adoptée par le gouvernement en juin 2005, qui favorise une compagnie américaine lui donnant le droit d'exproprier entre autres les agriculteurs, les producteurs de sirop d'érable et les producteurs forestiers pour le soi-disant intérêt public. Nous parlons ici de la compagnie Ultramar. Dans tous ces grands projets il existe des voies alternatives viables et plus sécuritaires pour l'agriculture sans créer de nouvelles contraintes déjà très présentes dans l'agriculture. Rabaska et Cacouna font aussi parti de cette liste. C'est pourquoi nous demandons donc à la commission que dans son rapport final, elle exige un moratoire sur tous les projets énergétiques du Québec, tant et aussi longtemps que le gouvernement n'aura pas un vrai plan de remise à neuf de l'agriculture.

---